



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

## **Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC) - 10 novembre 2008**

*Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions du CNC ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse du CNC n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.*

*Bonne lecture !*

### **Comité communication-CNC**

---

#### **La Nouvelle/Union (Victoriaville), 10 novembre 2008 - Des groupes communautaires réclament la justice pour l'assurance-emploi**

Le Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi du Québec (MASSE), dont font partie les Regroupements des sans-emploi de Victoriaville et de l'Érable, lance sa campagne de cartes postales dénonçant la discrimination à l'assurance-chômage et réclament du même souffle un programme juste et d'accès universel.

Le mouvement revendique un seul critère d'admissibilité de 350 heures, un minimum de 35 semaines de prestations avec un taux d'au moins 60% du salaire et aucune abolition des exclusions de plus de 6 semaines.

Les cartes à signer, destinées aux chefs des quatre principaux partis politiques à Ottawa, sont disponibles auprès du Regroupement des sans-emploi, de certains groupes communautaires et de la Corporation de développement communautaire des Bois-Francis.

Le Regroupement des sans-emploi de Victoriaville et celui de la MRC de l'Érable

s'étonnent que, malgré tous les bruits qui courent au sujet d'une récession imminente, la question de l'assurance-emploi n'ait pas fait l'objet de grandes discussions lors de la campagne électorale fédérale. «Il s'agit d'un oubli étonnant puisque l'assurance-emploi est l'un des programmes fédéraux les plus grands et influents. Cette façon de faire est tout à fait inacceptable sur les plans social, économique, moral et fiscal», déclare Lucie Forand, nouvelle coordonnatrice du Regroupement de sans-emploi (RSE) de Victoriaville, succédant à Alphonse Richard en poste depuis 25 ans.

Avec sa campagne de cartes postales, le MASSE milite pour le rétablissement d'un régime d'assurance-chômage juste et d'accès universel. «Le caractère universel de la Loi n'existe réellement qu'au niveau des cotisations perçues sur nos salaires. Même si nous payons tous le même pourcentage de notre salaire, notre couverture en cas de chômage est loin d'être identique», indique Lucie Forand.

La coordonnatrice a exposé d'ailleurs le cas de deux personnes, résidant à Sherbrooke et à Magog, et occupant le même emploi. Or, ces personnes n'obtiennent pas le même traitement. «Comment peut-on expliquer que deux travailleurs, au cours d'une même période, ne reçoivent pas le même traitement dû au fait qu'ils déposent leur demande d'assurance-chômage dans deux villes situées à moins de 50 km?, s'interroge-t-elle. Tout travailleur qui perd son emploi a droit à un revenu de remplacement pouvant assurer sa dignité et un minimum de sécurité économique.»

Lucie Forand a rappelé qu'entre 1940 et 1977, le critère d'admissibilité à l'assurance-chômage était le même pour l'ensemble des travailleurs au pays, mais en 1977, une norme variable d'admissibilité a été créée. «C'est cette mécanique qui, encore aujourd'hui, cause des injustices inqualifiables», note-t-elle.

Le Regroupement des sans-emploi de Victoriaville déplore que seulement 46,1% des personnes cotisantes au régime peuvent espérer recevoir des prestations en cas de perte d'emploi, comparativement à 80% en 1993. «Cela a un impact important sur l'appauvrissement de la population et viole le droit à la dignité et freine le développement régional et social», soutient la coordonnatrice.

«La Loi a besoin d'une modification, nos revendications ne sont pas dans le champ. Plutôt que de renouveler des projets pilotes, le gouvernement aurait intérêt à bonifier la Loi», renchérit Simon Demers du Regroupement des sans-emploi de la MRC de l'Érable.

Les représentants des organismes fondent un certain espoir sur les quelque 10 000

cartes au Québec (1 000 dans les Bois-Francs et l'Érable) qu'on espère voir signées par les citoyens. «Ça va pousser sur les politiciens», signale Lucie Forand.

«Avec un gouvernement minoritaire, les choses peuvent bouger. Le sujet figurait dans le programme du Bloc québécois et du NPD. On s'attend à ce qu'ils reviennent à la charge dans ce dossier», souligne Henri-Paul Labonté de l'AGEPA.

Claude Thibodeau

\*\*\*\*\*

### **La Voix de l'Est, 10 novembre 2008 - Les premiers ministres se sont rencontrés pour discuter économie et création d'emplois**

Les premiers ministres des provinces sont arrivés dans la capitale fédérale aujourd'hui avec chacun une série de propositions visant à stimuler l'économie et à créer des emplois.

Le premier ministre Stephen Harper a invité ses homologues provinciaux à une rencontre au sommet afin de faire le point sur la situation économique et discuter de mesures à prendre pour éviter que l'économie canadienne ne plonge profondément en récession. M. Harper veut aussi les consulter avant de participer à une rencontre des leaders des pays membres du G20 samedi à Washington. Avant la rencontre de cet après-midi, le premier ministre du Québec, Jean Charest, a énuméré une panoplie de mesures que pourrait prendre Ottawa pour protéger les emplois. Il a soutenu que le gouvernement Harper devrait mettre sur pied un nouveau programme d'aide à l'industrie forestière et au secteur manufacturier; modifier la Loi sur l'assurance-emploi afin de permettre à des chômeurs de continuer à recevoir des prestations s'ils suivent des cours de formation; soutenir davantage le marché de crédit au pays pour aider les entreprises à obtenir des prêts; conclure de nouveaux traités de libre-échange avec d'autres partenaires, notamment l'Union européenne.

M. Charest a aussi plaidé pour la construction d'un train rapide dans le corridor reliant la ville de Québec à celle de Windsor.

De son côté, le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, a dit espérer trouver en Stephen Harper un «partenaire» pour concocter un urgent plan d'aide au secteur de l'automobile, un plan qui permettrait d'offrir des garanties de prêts aux grands constructeurs qui sont acculés au bord de la faillite.

«Le secteur automobile est l'épine dorsale du secteur manufacturier en Ontario. On parle ici de 400 000 emplois directs ou indirects. Ce secteur est vital pour 12 villes en Ontario», a dit M. McGuinty.

Pour sa part, le premier ministre du Manitoba, Gary Doer, a dit qu'il faut de toute urgence prendre des mesures pour protéger les fonds de pension des travailleurs. Il souhaite aussi que les deux paliers de gouvernements travaillent de concert pour accélérer les investissements dans les infrastructures.

Joël-Denis Bellavance

\*\*\*\*\*

### **Radio-Canada, 10 novembre 2008 - Layton pose ses conditions**

Le chef du Nouveau Parti démocratique fédéral, Jack Layton, espère pouvoir influencer le gouvernement de Stephen Harper lors de la reprise des travaux parlementaires.

Devant des militants réunis dimanche à Toronto, M. Layton a affirmé que Stephen Harper doit assouplir certaines de ses positions afin de mieux protéger les Canadiens d'une éventuelle crise économique. Il a notamment réclamé l'annulation des baisses d'impôts pour les grandes entreprises. M. Layton estime que la réduction des impôts aux entreprises n'a pas permis de créer des emplois, mais a au contraire contribué à des pertes d'emplois.

«On doit annuler la réduction proposée pour 2009 et utiliser ces fonds pour des initiatives stratégiques.» a mentionné Jack Layton, chef du NPD.

Jack Layton croit que le gouvernement doit investir dans le renouvellement des infrastructures, dans les technologies d'énergie renouvelable et dans le transport en commun pour stimuler la création d'emploi. Le chef du NPD prône également la mise sur pied d'un programme d'assurance pour garantir la valeur des caisses de retraite, durement touchées par les difficultés économiques. Il réclame aussi une meilleure accessibilité à l'assurance-emploi pour les travailleurs.

Avec 37 députés, le NPD détient la balance du pouvoir à Ottawa, tout comme le Bloc Québécois (49) et le Parti libéral (77). Le Parti conservateur du Canada détient 143 sièges à Ottawa. Le Parlement reprendra ses travaux le 18 novembre.

\*\*\*\*\*

## **Radio-Canada, 10 novembre 2008 - Obama ouvre son jeu**

Le président élu Barack Obama entend agir rapidement pour renverser certains ordres exécutifs adoptés au cours des dernières années par le président George W. Bush, a laissé entendre un de ses plus proches conseillers, dimanche.

« Le président peut faire beaucoup de choses grâce à son autorité exécutive sans attendre un geste du Congrès, et je pense que nous verrons le président faire cela », a notamment déclaré le principal responsable de l'équipe de transition du président Obama, John Podesta, sur les ondes de *Fox News Sunday*.

La déclaration de M. Podesta, qui a été chef de cabinet de Bill Clinton, survient à quelques heures d'une première rencontre entre le président Bush et Barack Obama. Ce dernier ne prendra officiellement ses fonctions qu'après son assermentation, le 20 janvier, mais son équipe de transition s'est mise à l'ouvrage le lendemain de son élection mardi dernier.

M. Podesta a notamment évoqué la possibilité que M. Obama modifie des décisions du président Bush au sujet de l'utilisation de deniers publics pour financer des recherches sur les cellules-souches et au sujet d'un projet d'exploration gazière et pétrolière sur des terres publiques de l'Utah.

Actuellement, Washington finance certaines recherches sur les cellules-souches, mais l'argent n'est versé qu'à certaines conditions. Deux projets de loi visant à assouplir ces conditions ont été présentés au cours des dernières années, mais le président Bush y a opposé son veto présidentiel à chaque fois.

Le projet d'exploration gazière et pétrolière qui doit se mettre en branle en Utah autorise pour sa part des opérations de forage sur 360 000 acres de terres publiques. Le gouvernement Bush soutient que ce projet ne nuira pas à l'environnement, mais les écologistes ne sont pas de cet avis.

« Je pense que, de façon générale, qu'il s'agisse de la recherche sur les cellules-souches, ou d'autres domaines, vous voyez le gouvernement Bush agir encore aujourd'hui de façon agressive pour faire des choses qui ne sont probablement pas dans l'intérêt du pays. Ils veulent faire du forage pétrolier et gazier sur certaines des terres les plus fragiles de l'Utah et ils comptent le faire au moment où ils s'en vont. Je crois que c'est une erreur », a précisé M. Podesta.

## **Une aide pour les grands de l'auto**

De son côté, le chef de cabinet de M. Obama, Rahm Emanuel, a réitéré ce que son patron a dit vendredi dernier: il importe de venir en aide à l'industrie automobile, qui traverse une période particulièrement difficile. Le gouvernement Bush, a-t-il dit, devrait accélérer l'implantation d'un programme de 25 milliards de dollars destiné aux grands de l'automobile.

« Le président élu Obama a demandé à son équipe de conseillers économiques de présenter une série de propositions pour rééquiper, restructurer et remettre en forme l'industrie automobile [afin] qu'elle devienne partie prenante d'une économie forte et qu'elle se concentre sur la réduction de la dépendance des États-Unis envers les importations de pétrole », a soutenu M. Emanuel à l'émission *Face the Nation*, sur les ondes de CBS.

Le programme électoral de Barack Obama est ambitieux en matière énergétique. Il préconise notamment qu'un million de véhicules hybrides circulent sur les routes américaines d'ici 2015. Il est ici question de voitures rechargeables dans des bornes électriques, consommant 1,56 litres/100 km et construites aux États-Unis.

M. Podesta a aussi réitéré que le président élu Obama a toujours l'intention d'adopter de nouvelles mesures destinées à stimuler l'économie du pays. Il compte notamment prolonger la période pendant laquelle les Américains peuvent recevoir les paiements d'assurance-emploi. Les États-Unis ont perdu 1,2 million d'emplois depuis le début de l'année.

M. Obama a lui-même dit vendredi dernier, lors de sa première conférence de presse, qu'il importe de venir en aide à la classe moyenne, un crédo qu'il a répété jour après jour pendant la campagne électorale. « Vous ne pouvez pas avoir une économie forte et résiliente si vous n'avez pas une classe moyenne qui est forte et résiliente », a asséné Rahm Emanuel sur les ondes de l'émission *This Week*, sur les ondes d'ABC.

Le président élu comptait pourvoir rapidement les principaux postes-clés de son gouvernement, a ajouté M. Podesta, soit ceux qui ont trait à la sécurité nationale et à l'économie. Rappelant que les présidents élus attendent traditionnellement le mois de décembre pour faire de telles annonces, il a déclaré: « Je pense qu'il entend bouger très rapidement. Vous savez, il a battu beaucoup de records au cours de la campagne », a-t-il laissé tomber.

\*\*\*\*\*

**La Presse, 8 novembre 2008 à 09h16 - Jean-François Lisée: la nouvelle lucidité**

L'heure est venue «de voler des idées à la droite quand elles peuvent nous permettre d'obtenir des résultats de gauche». Entrevue avec Jean-François Lisée, un péquiste social-démocrate qui lance ce lundi un essai intitulé Pour une gauche efficace.

**Q Vous écrivez que ce livre est destiné au Parti québécois. Pourquoi ne pas avoir susurré ce manifeste à l'oreille de Pauline Marois? Pour concrétiser le concept de «conversation nationale» ?**

R Ce livre est destiné à tous ceux qui veulent un Québec plus juste et plus prospère. Je l'ai écrit en présumant qu'il n'y aurait pas d'élections provinciales en 2008 et en me disant que le PQ - ou tout autre parti qui trouverait certaines de mes idées intéressantes - pourrait les intégrer à son programme. Là, j'arrive en pleine campagne, à un moment où les programmes sont faits, mais mes idées pourront toujours être reprises dans de futures campagnes électorales ou dans l'exercice de la gouvernance.

**Q Êtes-vous toujours le conseiller du PQ?**

R Je suis un ami qui répond au téléphone quand on m'appelle. Par exemple, j'ai collaboré à la définition du programme (péquiste) sur l'identité. Sans me faire payer.

**Q Pour «casser la possibilité de faire carrière à l'assurance emploi», vous proposez dans votre livre «des contraintes maximales», à savoir obliger les jeunes à retourner à l'école et à décrocher de bons résultats ou les obliger à prendre un emploi «d'utilité publique». Dix coups de fouet avec ça?**

R La pire chose qu'on puisse faire à un jeune adulte apte au travail, c'est de le laisser s'habituer à l'assurance emploi ou à l'assurance sociale. Il faut lui dire qu'il n'aura pas d'argent en restant chez lui. Point. Lionel Jospin l'a fait, en France, en créant 100 000 emplois-jeunes - des emplois de surveillants dans les écoles, dans des organismes communautaires, etc. Tony Blair l'a fait aussi, et la proportion de jeunes Britanniques qui sont en chômage pendant plus de 12 mois est aujourd'hui presque nulle.

**Q L'idée de «contraintes maximales», ce n'est pas très à gauche, ça...**

R L'objectif de la gauche, c'est d'offrir à tous la capacité de s'épanouir individuellement, culturellement, économiquement. Laisser un jeune adulte décrocher, c'est ne pas lui permettre de s'épanouir.

**Q Et que crèvent comme des chiens ceux qui refusent de marcher au pas?**

R La conséquence doit être claire, mais c'est sûr qu'on ne veut laisser crever personne l'hiver. On ferait un filet social de dernier recours.

**Q Ceux qui ne voudront pas payer les coûts réels d'une éducation universitaire - qui sont bien au-delà des droits de scolarité actuels - pourraient, selon votre vision, signer un «contrat citoyen» les engageant à rester au Québec pendant 12 de leurs 20 premières années d'activité professionnelle. Seront-ils aussi assurés en contrepartie d'avoir un travail et un salaire à la hauteur de leur formation?**

R Personne ne peut garantir l'emploi désiré. La proposition est la suivante: quel que soit l'emploi que le jeune diplômé décrochera, il devra commencer à rembourser les deux tiers de sa scolarité - la société paierait l'autre tiers - dès qu'il aura un revenu de plus de 75 000\$. Il aura 20 ans pour le faire.

**Q À votre avis, les frais de garderie devraient être fonction de la capacité de payer de chacun. Les garderies à 5\$, puis à 7\$, c'est une erreur?**

R Non, ce n'est pas une erreur. L'idée était de donner quelque chose en échange à la classe moyenne, qui, du coup, perdait ses allocations familiales.

**Q Pourquoi changer la donne, alors, et proposer maintenant des frais de garderie variables?**

R Le Québec doit être fiscalement compétitif. Nos voisins canadiens et américains ont réduit la pression fiscale sur les plus riches, les investisseurs, les entrepreneurs, les hauts salariés. On a besoin de ces gens mais, comme je suis de gauche, je ne crois pas qu'ils devraient payer moins d'impôts. Je propose plutôt de réduire les impôts des riches, mais de leur faire payer plus cher les tarifs de l'État. Notre millionnaire paierait ainsi les mêmes impôts que le millionnaire de New York mais, comme lui, il paierait 50\$ ou 60\$ pour la garderie.

**Q Vous proposez aussi que les chambres d'hôtel luxueuses et les fastes repas des gens d'affaires, qui leur sont remboursés, soient désormais considérés comme des revenus imposables. Ça devrait aussi valoir pour le milieu universitaire, dont vous êtes?**

R Oui, pour le milieu universitaire, pour les fonctionnaires qui vont manger rue

Grande-Allée aussi. Libre à chacun de se réserver la suite royale au Ritz. Mais quand la chambre coûte au-delà du prix moyen d'une chambre d'hôtel, ça devrait devenir un revenu imposable. C'est un privilège éhonté de voir des gens se faire rembourser pour 20 000\$ de telles dépenses alors que cette somme est le salaire annuel de bien des gens.

**Q Vous préconisez aussi de vendre 25% d'Hydro-Québec. Mario Dumont est-il l'incarnation de votre gauche efficace?**

R Mario Dumont a mal réfléchi. D'une part, sa privatisation d'une partie d'Hydro-Québec supposerait une hausse de tarifs puisque les actionnaires réclameraient des profits. D'autre part, il propose de ne vendre des actions qu'à des Québécois, alors qu'on pourrait avoir beaucoup plus d'argent en les vendant sur le marché mondial. Pas question de vendre une aile de notre poule aux oeufs d'or au rabais! Moi, ce que je dis, c'est que la même nuit, nous devrions hausser les tarifs d'électricité presque au niveau de ceux de l'Ontario, réduire les impôts et augmenter les prestations. Ce serait ainsi une opération blanche pour tous les Québécois, mais comme les Québécois réduiront leur consommation d'énergie, ils auront plus d'argent dans leurs poches. En vendant 25% d'Hydro, on réduit la dette du Québec et le Québec aurait ainsi deux milliards de plus par année à consacrer à l'enfance, à l'éducation et à tout le reste.

**Q Baisse des impôts des entreprises et des riches de la société, hausse des droits de scolarité en différant leur remboursement au besoin, privatisation partielle d'Hydro-Québec. Toujours à gauche, M. Lisée?**

R Il faut avoir l'audace de voler des idées à la droite, de les transformer quand elles peuvent nous permettre d'obtenir des résultats de gauche. L'idée, c'est d'augmenter la richesse, mais sans mettre en cause l'emploi ou le pouvoir d'achat des citoyens.

**Q Évaluez, en pourcentage, les probabilités que vous fassiez le saut en politique dans cinq ans.**

R 0%

**Q Dans 10 ans?**

R 1%

**Q Dans 15 ans?**

R 0%. Si on a un premier ministre qui est dans une situation où la souveraineté est possible, je voudrai contribuer de toutes mes forces. Comme conseiller. La politique demande trop d'abnégation et je préfère contribuer autrement.

**Q Vous avez longtemps conseillé des chefs. Pouvez-vous donner de bons conseils à chacun des chefs québécois en poste?**

R À Jean Charest, je conseillerais de rire un peu de lui-même pour casser son image de suffisance. Il a l'air un peu trop content de lui-même en ce moment. À Pauline Marois? De mettre de l'avant le fait qu'elle serait la première femme, et la première mère, première ministre du Québec. Tous ceux qui ont une mère pourraient s'identifier à ça. À Mario Dumont, je suggérerais d'arrêter de faire semblant qu'il peut devenir premier ministre pour plutôt convaincre les gens de son utilité dans la vie politique. À Françoise David et Amir Khadir, je conseille de se préparer à avoir une mauvaise soirée le 8 décembre.

### **LE PARCOURS DE JEAN-FRANÇOIS LISÉE**

Ancien journaliste et ex-conseiller politique des premiers ministres Jacques Parizeau et Lucien Bouchard, Jean-François Lisée est aujourd'hui directeur général du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal. Pour une gauche efficace est son septième livre.